

Association canadienne des employés professionnels

Assemblée générale extraordinaire

6 juin 2007
Hôtel Crowne Plaza
Ottawa (Ontario)

17 h 30

Résumé des délibérations

But

L'assemblée a été convoquée afin de discuter des modifications recommandées aux paragraphes 17.4 et 17.5 des Statuts de l'ACEP et portant sur les mandats des membres du Conseil exécutif national.

Assistance

Trente-sept membres sont présents.

Introduction

J. Aggrey présente les membres présents du Conseil exécutif national et du Comité d'examen de la gouvernance.

J. Aggrey rappelle à l'assistance que l'Assemblée générale extraordinaire ne peut traiter que de l'enjeu pour lequel elle a été convoquée.

Il expose le contexte et le fondement du projet de modification que recommande le Conseil exécutif national et invite l'assemblée à poser des questions et à formuler des commentaires.

Commentaires

P. Rosen rappelle aux membres que même si le Conseil exécutif national recommande d'approuver la modification des Statuts et qu'il n'y aura pas d'élections cette année si la modification est adoptée, le bureau national a envoyé un appel de candidatures et de propositions comme l'exigent les Statuts. Il rappelle également que d'autres recommandations seront proposées lors de la réunion de consultation des dirigeants locaux le 13 juin 2007 et que le Comité d'examen de la gouvernance présentera aux membres à l'automne d'autres modifications aux Statuts et Règlements.

Question

T. Beauregard dit qu'elle appuie le mandat de trois ans, mais souhaite savoir si les membres du Conseil exécutif national dont le mandat est prolongé d'un an se sont vu imposer cette prolongation, car ils ne désirent peut-être pas continuer, et si le comité a pensé aux membres qui auraient peut-être souhaité se présenter cette année.

Réponse

J. Aggrey explique que pour porter les mandats à trois ans il a fallu adopter un processus de transition comme ce fut le cas au moment de la fusion. Il ajoute que si un membre de l'actuel Conseil exécutif national ne souhaite pas voir son mandat prolongé d'un an qu'il a toujours la possibilité de démissionner et que le Conseil exécutif national pourrait alors nommer un remplaçant.

A. Picotte souligne qu'aucun membre du Conseil exécutif national n'a manifesté le désir de démissionner lorsque le Conseil exécutif national a approuvé cette modification.

Question

T. Beauregard s'informe au sujet des membres qui auraient pu souhaiter se porter candidats pour un mandat d'un an en 2007.

Réponse

P. Rosen répond qu'il est possible que ce vote ne passe pas et qu'alors des élections auront lieu. Il signale aussi que le Comité d'examen de la gouvernance a discuté longuement de cet enjeu.

C. Card ajoute que la prolongation contribuera à réduire les coûts que l'Association doit supporter, car elle est en mode électoral chaque année.

P. Rosen ajoute que le processus de modification des Statuts permet également d'éliminer les élections échelonnées.

Question

Un membre demande combien l'Association épargnerait.

Réponse

J. Aggrey informe l'assemblée qu'il en coûte plus de 70 000 \$ à l'Association pour tenir une élection, ce qui comprend les coûts d'impression de la documentation, de l'affranchissement, de la location de chambres d'hôtel, des services d'interprétation, etc.

Question

Un membre demande s'il y a des inconvénients à passer à des mandats de trois ans et ce qu'il en est de la continuité.

Réponse

C. Card répond que le Comité d'examen de la gouvernance a passé de nombreuses heures à débattre de ces enjeux. Le comité a voulu savoir lors de ses réunions si l'Association s'éloignerait de ce qui se fait dans les autres syndicats. Elle dit que des recherches ont été faites et que le comité a comparé la structure de gouvernance de l'ACEP à celle de quatre autres syndicats. Elle soutient que des mandats plus longs permettraient aux membres du Conseil exécutif de se pencher davantage sur les grands enjeux et de voir des résultats au lieu de se concentrer sur les élections. Elle mentionne aussi que certains ou plusieurs membres chercheraient à se faire réélire, ce qui assurerait la continuité.

J. Aggrey informe l'assemblée que l'Association canadienne des agents financiers vient tout juste de porter ses mandats de deux à quatre ans.

R. Rosen souligne également que ceci fera faire des économies à l'Association et allègera le fardeau du personnel.

Question

T. Lips s'informe au sujet de la sensibilité démocratique et à savoir si le Conseil exécutif national a pris en considération qu'il pourrait devenir moins sensible en raison de mandats plus longs et à savoir si les membres seraient moins enthousiastes à se porter candidats pour des mandats de trois ans.

Réponse

J. Aggrey affirme qu'il ne pense pas que ceci restreindrait le processus démocratique. Il dit qu'au cours des 10 ou 15 dernières années, il a fallu littéralement supplier des membres pour qu'ils soumettent leur candidature, mais que ce n'est plus le cas. Récemment, de plus en plus de membres manifestent de l'intérêt et sont disposés à siéger à l'exécutif national.

Levée de l'assemblée

L'assemblée est levée à 18 h 20.